



The Global Voice of Business

# ORGANISATION INTERNATIONALE DES EMPLOYEURS



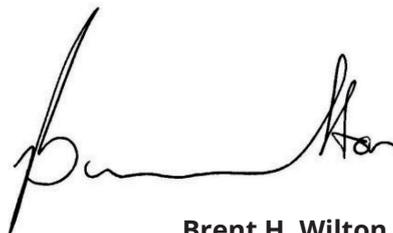
COMPRENDRE LES  
INÉGALITÉS DE REVENUS



MADAME, MONSIEUR,

Le thème des inégalités de revenus, au sein des nations et entre elles, domine actuellement le discours politique, tant au niveau national qu'international. L'OIE se réjouit de présenter ce document pour soutenir et encourager l'engagement des entreprises dans ce débat.

Comme d'habitude vos réactions et vos expériences nationales seront les bienvenues, en vue des révisions futures de ce document.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Brent H. Wilton', written in a cursive style.

**Brent H. Wilton**  
Secrétaire général





## Introduction

LE THÈME DES INÉGALITÉS DE REVENUS, AU SEIN DES NATIONS ET ENTRE ELLES, DOMINE ACTUELLEMENT LE DISCOURS POLITIQUE, TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'INTERNATIONAL.

Il n'existe toutefois pas de définition claire, concise et commune à l'expression "inégalité des revenus". D'autre part, le débat est souvent réduit à un niveau qui ne tient pas compte d'autres facteurs sous-jacents comme le manque d'opportunité dans le secteur de l'emploi formel ou l'incapacité à éliminer les obstacles au cercle vertueux de la croissance créatrice d'emplois.

Ce document ne prétend pas fournir une définition unique. Pour cela les membres devront toujours étudier leur réalité nationale. Nous avons plutôt tenté d'éclaircir et de comprendre certains éléments que nous avons identifié comme pouvant mener à des inégalités afin d'aider les membres à déterminer à quels éléments ils pourraient être confrontés et étudier les solutions envisageables pour aller de l'avant.

Les entreprises ont un rôle important à jouer dans ce débat qui se situe

au cœur de l'enjeu pour assurer la croissance économique durable et inclusive ainsi que les progrès sociaux dont les entreprises ont besoin pour s'établir et prospérer et donc créer des emplois et de la richesse.

Ce document souligne que toutes les approches politiques doivent se fonder sur la croissance économique et un environnement favorable aux entreprises durables. Il affirme également que la réalisation d'une croissance durable et inclusive requière des politiques favorables à la croissance qui reconnaissent le rôle de la création d'entreprise comme étant une des bases de l'inclusion sociale. Tout comme il n'y a pas de raison unique expliquant l'inégalité des revenus, il n'y a pas non plus de solution miracle pour y répondre. Les entreprises ont un rôle essentiel à jouer dans cette mission, mais on ne peut et on ne doit pas s'attendre à ce qu'elles en supportent seules le fardeau.

---

“Les entreprises ont un rôle important à jouer dans le débat [sur les inégalités de revenus] qui se situe au cœur de l'enjeu pour assurer la croissance économique durable et inclusive ainsi que les progrès sociaux dont les entreprises ont besoin pour prospérer et donc créer des emplois et de la richesse.”

---

## Entreprises et inégalité

LA JUSTICE SOCIALE ET UNE SAINTE CONCURRENCE – C.-À-D. UNE CONCURRENCE BASÉE SUR UNE RÉGLEMENTATION TRANSPARENTE, ÉQUITABLE ET RAISONNABLE, AINSI QUE SUR LES DIVERSES RESSOURCES ET LES AVANTAGES NATURELS – NE SONT PAS SEULEMENT COMPATIBLES, MAIS ELLES SONT INDISPENSABLES AU PROGRÈS SOCIAL.

On ne peut tolérer une situation dans laquelle des groupes de personnes sont structurellement privés de participation aux bénéfices de la croissance économique et où ils se trouvent perpétuellement en situation d'exclusion sociale.

Il ne s'agit pas seulement de justice sociale ; il s'agit d'un impératif économique. Une économie de marché prospère repose à la fois sur la perception et sur la réalité d'une concurrence loyale et de l'égalité des chances. Les personnes qui réussissent, prennent des risques, investissent et innovent, doivent être récompensées car c'est important pour la croissance économique et pour la stabilité sociale.

La productivité et l'innovation requièrent un vaste capital humain diversifié. Les entreprises s'appuient aussi sur l'élargissement de leur clientèle et du nombre de consommateurs.

Dans la mesure où les effets de l'inégalité des revenus reflètent l'exclusion ou la marginalisation de certains groupes de la vie économique, cela limite également le nombre de consommateurs et entrave la croissance des entreprises. De plus, de trop hauts niveaux d'inégalités peuvent fragiliser la stabilité politique et la cohésion sociale qui permettent aux économies de fonctionner sans heurts et aux personnes de travailler ensemble de façon constructive.

---

“Une économie de marché prospère repose à la fois sur la perception et sur la réalité d'une concurrence loyale et de l'égalité des chances.”

---

## Comprendre l'enjeu : faits et perceptions

TOUS LES CITOYENS, Y COMPRIS LES TRAVAILLEURS ET LES EMPLOYEURS ONT BESOIN DE CROIRE QUE LES MÉCANISMES QUI RÉGISSENT LEURS SOCIÉTÉS SONT ÉQUITABLES ET QU'IL EXISTE DES OPPORTUNITÉS POUR TOUS.

Les perceptions comptent donc, surtout dans des débats très politisés comme ceux sur l'inégalité des revenus.

Cependant les données et les analyses contestent fortement les perceptions courantes sur les inégalités croissantes<sup>1</sup>. Aux États-Unis par exemple, bien que dans les discours politiques l'accent ait été mis de plus en plus fortement sur les inégalités de revenus depuis la crise financière mondiale, les données

montrent en fait que le niveau d'inégalité de revenus n'a pas changé avant et après la crise de 2007-2009<sup>2</sup>.

Il est clair qu'on ne peut pas ignorer la perception. L'entreprise a un rôle à jouer pour combler cet écart de perception en agissant de manière responsable et en engageant le dialogue de façon dynamique.

Il est cependant tout aussi important que les gouvernements et les organisations internationales agissent en se basant sur des faits s'ils doivent

---

“Tous les citoyens, y compris les travailleurs et les employeurs, ont besoin de croire que les mécanismes de leurs sociétés sont équitables et qu'il existe des opportunités pour tous... les perceptions comptent.”

---

<sup>1</sup> Verme, P., “Expliquer les écarts entre faits et perceptions de l'inégalité”. Plein feux sur les inégalités, janv. 2014, Banque Mondiale

<sup>2</sup> Etude sur le revenu du Luxembourg (LIS). <http://www.lisdatacenter.org/lis-ikf-webapp/app/search-ikf-figures>

### Coefficient de Gini aux Etats-Unis et en Egypte

	2000	2004	2007	2010
<b>United States</b>	0.367	0.372	0.378	0.373
	2000	2005	2009	2011
<b>Egypt</b>	0.338	0.318	0.307	0.313

Sources: Luxembourg Income Study (U.S.) and CAPMAS (Egypt)

recommander et mettre en place les politiques qui ont le plus de chances d'avoir un impact.

D'après des données publiées par la Banque Mondiale en 2012, des taux de croissance élevés dans presque tous les pays en développement, y compris dans la région sub-saharienne, ont contribué à l'accélération de la chute des inégalités de revenus dans plusieurs pays. Le revenu du citoyen moyen d'un pays pauvre se rapproche maintenant de celui du citoyen moyen d'un pays riche.<sup>3</sup>

Toutefois, si l'on tient compte de la dynamique de chaque pays, l'inégalité mondiale est à peu près la même aujourd'hui qu'à la fin des années 1980. Cela est dû au fait que, tandis que le PIB moyen par habitant des pays en développement converge vers le niveau des pays riches, la croissance des revenus peut être inégale à l'intérieur d'un pays donné.<sup>4</sup>

Dans la région de l'Asie de l'Est par exemple, les Philippines et la Thaïlande ont connu une baisse des inégalités tandis que celles-ci ont augmenté en Chine et en Indonésie.

Dans certaines économies de l'Asie du Sud on observe une diminution des inégalités, mais en Inde elles se sont accrues en raison de la hausse des revenus urbains en comparaison des revenus ruraux. En Europe Centrale et de l'Est, la plupart des économies de transition ont observé des disparités de revenus croissantes mais les inégalités régressent dans des pays comme la Bulgarie, le Kazakhstan et la Moldavie. En Amérique latine, la majorité des pays ont connu des réductions des inégalités, même si quelques autres pays sont devenus plus inégaux<sup>5</sup>. Dans les pays avancés, on observe un accroissement notable des inégalités dans certains pays<sup>6</sup> alors que de faibles réductions sont constatées dans certains autres<sup>7</sup>.

Les deux graphiques repris ci-après montrent l'étendue de la diversité des inégalités de revenus entre les différents pays. Ils prouvent qu'une généralisation simpliste, en divisant les pays en groupes suivant leurs niveaux de développement, risquerait d'omettre des nuances importantes à l'analyse de la question de l'inégalité de revenus dans chaque pays.

“Le revenu du citoyen moyen d'un pays pauvre se rapproche maintenant de celui du citoyen moyen d'un pays riche.”<sup>8</sup>

<sup>3</sup> “Plein feu sur les inégalités : Un aperçu de l'inégalité des revenus mondiaux, tendances”, Volume 1, numéro 1, avril 2012, Banque Mondiale

<sup>4</sup> “Plein feu sur les inégalités : Un aperçu de l'inégalité des revenus mondiaux, tendances”, Volume 1, Numéro 1, avril 2012, Banque Mondiale

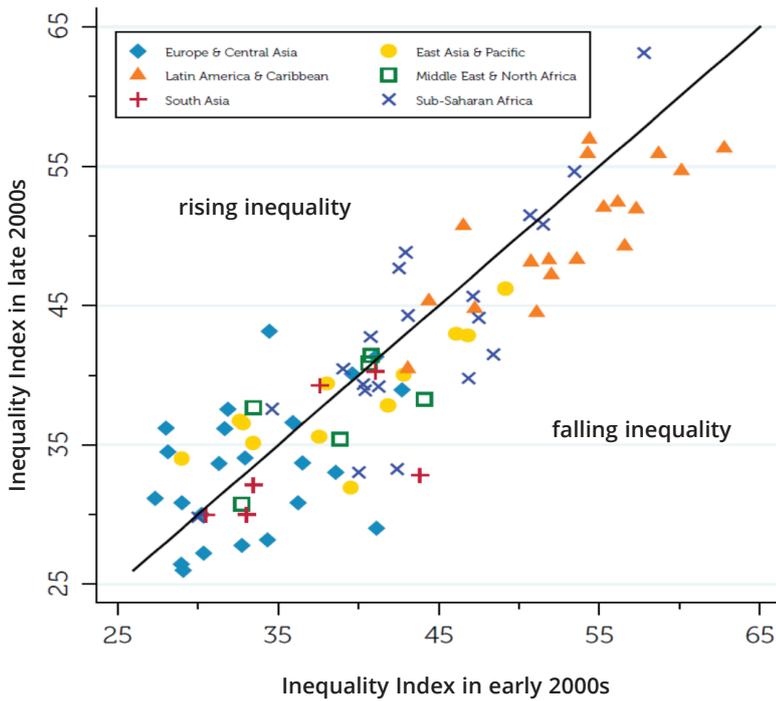
<sup>5</sup> Honduras et Guatemala, selon “Plein feu sur les inégalités : Un aperçu de l'inégalité des revenus mondiaux, tendances”, Volume 1, Numéro 1, avril 2012, Banque Mondiale

<sup>6</sup> Finlande, Allemagne, Suède et Royaume-Uni, selon “Plein feu sur les inégalités : Un aperçu de l'inégalité des revenus mondiaux, tendances”, Volume 1, Numéro 1, avril 2012, Banque Mondiale

<sup>7</sup> Grèce, Irlande et Turquie, selon “Plein feu sur les inégalités : Un aperçu de l'inégalité des revenus mondiaux, tendances”, Volume 1, Numéro 1, avril 2012, Banque Mondiale

<sup>8</sup> “Plein feu sur les inégalités : Un aperçu de l'inégalité des revenus mondiaux, tendances”, Volume 1, Numéro 1, avril 2012, Banque Mondiale

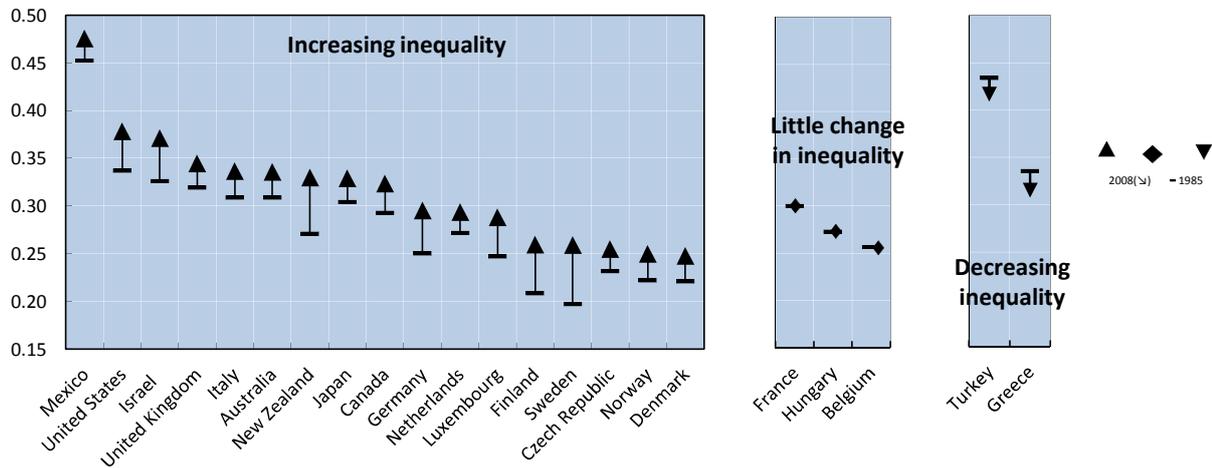
**Modification de l'inégalité dans les pays en développement**



Sources: World Bank. World Development Indicators and World Bank 2012. "China 2030"

**L'inégalité de revenus a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE, mais pas dans tous**

Coefficients de Gini de l'inégalité de revenus, milieu des années 1980 et fin des années 2000



Source: OECD Database on Household Income Distribution and Poverty.

Il s'agit ici d'une image complexe et différenciée qui devrait amener toutes les parties impliquées dans le débat sur l'inégalité de revenus à comprendre que la situation, les

causes sous-jacentes et les approches politiques efficaces seront très différentes entre et au sein des pays et des régions.

## Le rôle central de la croissance économique

IL EST INDISPENSABLE DE COMPRENDRE LES CAUSES PROFONDES À L'ORIGINE DES INÉGALITÉS DE REVENUS DANS CHAQUE CONTEXTE PARTICULIER AFIN DE POUVOIR Y REMÉDIER DE MANIÈRE EFFICACE.

Mais il faut qu'un facteur vienne sous-tendre toutes les stratégies : une réponse efficace aux inégalités de revenus requiert des politiques capables de promouvoir une croissance économique durable, tenant compte des facteurs structurels spécifiques induisant l'inégalité de revenus dans chaque économie et complétant les politiques de croissance avec des vecteurs d'insertion sociale propices à la croissance.

Ainsi par exemple, les recommandations stratégiques - comme les politiques de salaire minimum, visant uniquement à redistribuer ou à augmenter ou à uniformiser les salaires<sup>9</sup>, alors que l'inégalité est le plus souvent le symptôme visible d'une difficulté plus profonde - n'arriveront pas à s'attaquer aux racines du problème.

### AUGMENTER LE "GÂTEAU" ÉCONOMIQUE

La redistribution et les dépenses budgétaires exigent des ressources. Les investissements sociaux et d'infrastructures peuvent permettre de mieux bénéficier de la croissance et de l'amélioration des niveaux de vie.

Toutefois de tels investissements ne peuvent pas être réalisés sans croissance économique, surtout avec des marges de manœuvre budgétaire réduites<sup>10</sup>. Il faut donc qu'il y ait d'abord la croissance économique afin de pouvoir augmenter le "gâteau" économique.

### RENFORCER L'INTÉGRATION

Les institutions et les politiques favorables à la croissance font en moyenne augmenter les revenus des pauvres dans une même proportion.

A l'intérieur des pays, les revenus de deux groupes (ceux sous les 20% et ceux sous les 40% de la répartition des revenus) s'accroissent en général dans une même proportion quand le revenu moyen augmente en raison de la croissance économique<sup>11</sup>.

Une croissance économique durable peut en effet favoriser l'intégration en permettant à plus de personnes d'avoir un travail; l'emploi est le canal par lequel les avantages de la croissance économique se propagent et les niveaux de vie s'améliorent. Dans les régions d'Asie de l'Est et du Pacifique par exemple, l'emploi a permis à plus de personnes de sortir de la pauvreté et les a rapprochées de la prospérité de la classe moyenne plus rapidement durant ces 30 dernières années que partout ailleurs et à n'importe quel autre moment de l'histoire<sup>12</sup>.

### REDUIRE LES INÉGALITÉS À L'ÉCHELLE MONDIALE

La croissance économique des pays pauvres a permis de réduire les inégalités de revenus au niveau mondial. Comme mentionné précédemment, à l'échelle mondiale, une diminution significative de la pauvreté dans les pays en développement due à une croissance économique rapide a favorisé la baisse continue des inégalités de revenus entre les pays entre 1981 et 2011.

Selon la Banque Mondiale<sup>13</sup>, la "localisation" intervient pour plus de 50% de l'inégalité de revenus à l'échelle mondiale aujourd'hui. Cela signifie que des personnes ayant les mêmes moyens mais nées dans des pays différents auront des revenus radicalement différents, après ajustement des différences de prix

---

"Une réponse efficace à l'inégalité de revenus requiert des politiques capables de promouvoir une croissance économique durable."

"Une croissance économique durable peut favoriser l'intégration en permettant à plus de personnes d'avoir un travail; l'emploi est le canal par lequel les avantages de la croissance économique se propagent et les niveaux de vie s'améliorent."

---

<sup>9</sup> Voir document d'orientation de l'OIE sur le "salaire minimum", 2014; et document d'orientation de l'OIE sur "le salaire minimum vital", 2014.

<sup>10</sup> OCDE (2011), "Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent"

<sup>11</sup> Dollar, D. et al : *Growth still is good for the poor*, Banque Mondiale, *Policy Research Working Paper 6568*, 2013

<sup>12</sup> Banque Mondiale, 2014. *East Asia Pacific at Work: Employment, Enterprise, and Well-being*. Washington, DC: Banque Mondiale. License: *creative Commons Attribution CC BY 3.0*

<sup>13</sup> Milanovic, B., *Global Income Inequality by the Numbers: in History and Now*, Banque Mondiale, *Policy Research Working Paper 6259*, 2012

entre pays. La croissance économique des pays en développement peut donc contribuer de manière substantielle à diminuer les inégalités de revenus au niveau mondial. Cela est important pour ne pas perdre de vue la perspective générale ; à savoir que la vie de tous les habitants du monde devrait s'améliorer.

De plus, comme la croissance économique des pays en développement améliore les revenus de plus de personnes, le nombre de consommateurs au niveau mondial s'élargit et la structure de production mondiale s'adapte, créant ainsi de nouvelles opportunités économiques et

faisant ainsi bénéficier progressivement toutes les économies.

Il faut aussi garder à l'esprit que les bénéfices de la croissance ne seront pas nécessairement uniformes dans tous les secteurs de l'économie. La croissance prend du temps pour s'installer, pour être constante et favoriser la reprise de l'emploi. Il se peut que le début de la hausse de l'emploi, telle qu'on l'a connue au Royaume-Uni et aux États-Unis en 2014, se trouve dans des activités faiblement rémunérées, mais ce pourrait bien être le catalyseur nécessaire pour des décisions liées à des activités mieux rémunérées.

---

“Selon la Banque Mondiale<sup>14</sup>, la ‘localisation’ intervient pour plus de 50% de l'inégalité des revenus aujourd'hui.”

---

## Recommandations de politiques

EN GÉNÉRAL, LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE MÈNE AU PROGRÈS SOCIAL. CEPENDANT, LE LIEN ENTRE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL N'EST PAS TOUJOURS AUTOMATIQUE, SIMPLE ET COMPLET.

C'est à ce moment-là que des politiques ciblées visant l'inclusion sociale sont nécessaires. Par exemple, le fait d'augmenter la flexibilité du marché du travail pour permettre de répondre aux besoins de la croissance économique durable doit aller de pair avec des mesures visant à promouvoir l'insertion professionnelle et à améliorer les systèmes de protection sociale. Un autre exemple porte sur les politiques tendant à encourager l'innovation et l'entrepreneuriat afin de stimuler la croissance et l'emploi.

Ces politiques peuvent aussi avoir des retombées négatives sur la polarisation des salaires car elles tendent à favoriser les personnes hautement qualifiées et les entreprises les plus productives et les plus rentables pouvant réaliser des dépenses d'investissement. Par conséquent, les politiques doivent être complétées par le développement continu des compétences et par un soutien temporaire et ciblé aux petites entreprises afin que des personnes moins qualifiées et des entreprises moins rentables puissent faire face et s'adapter.

Il existe toutefois des politiques gagnant-gagnant favorables à la croissance, comme les réformes structurelles en faveur de la croissance permettant le développement humain, facilitant l'accès à l'éducation, permettant de mettre plus de gens au travail, d'intégrer les immigrants et de créer un environnement propice aux petites et moyennes entreprises, et aussi de faciliter les transitions vers une économie formelle<sup>15</sup>.

Les piliers des entreprises durables, comme convenu lors de la Résolution tripartite sur les entreprises durables obtenue lors de la Conférence internationale du Travail de 2007, englobent des éléments susceptibles de générer une croissance à la fois durable et inclusive<sup>16</sup>. Cette résolution se base sur un consensus tripartite concernant l'importance de la promotion de la création d'entreprise et de la garantie d'une combinaison efficace et équitable de ressources humaines, financières et naturelles.

---

“Le lien entre le développement économique et social n'est pas toujours automatique... C'est à ce moment-là que des politiques ciblées visant l'inclusion sociale deviennent nécessaires... des politiques qui encouragent l'innovation et l'entrepreneuriat.”

---

<sup>14</sup> Milanovic, B., *Global Income Inequality by the Numbers: in History and Now*, Banque Mondiale, *Policy Research Working Paper* 6259, 2012

<sup>15</sup> OCDE (2012), “Peut-on à la fois réduire les inégalités de revenus et stimuler la croissance?”

<sup>16</sup> Bureau International du Travail, Genève. “Conclusions relatives à la promotion d'entreprises durables” (en anglais) Conférence internationale du Travail, juin 2007. [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/documents/publication/wcms\\_093970.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_093970.pdf)

## POLITIQUES STRUCTURELLES

Des politiques visant à stimuler la demande globale ont un rôle à jouer dans la promotion de la croissance économique et de l'emploi. Cependant elles ne sont pas et ne devraient pas être considérées comme la panacée. La croissance économique ne dépend pas d'un seul facteur et il est important de ne pas perdre de vue l'autre volet de l'équation, c.-à-d. l'impératif tout aussi urgent d'avoir des politiques structurelles orientées vers l'offre.

De plus, les demandes de hausse de salaires pour stimuler la croissance par l'augmentation de la consommation peuvent être contre-productives dans un contexte de faibles rémunérations et dans un environnement économique incertain où les entreprises n'ont pas confiance en leur capacité de croissance. Le risque est que des entreprises qui ont un potentiel de croissance et de création d'emplois dans la durée mais qui n'ont pas la capacité de faire face à une hausse des coûts salariaux à court terme, aient recours à l'automatisation ou soient éliminées du marché, avec les destructions d'entreprises et d'emplois qui en découlent. De tels revers à la création d'emplois risquent de toucher de manière disproportionnée les travailleurs les moins qualifiés, aggravant encore l'inégalité de revenus.

Les politiques doivent donc être mieux coordonnées afin de mettre en place un cercle vertueux d'investissement accru et de croissance à moyen et long terme, dans le but de renforcer le potentiel de croissance. Stimuler la demande globale en injectant simplement des liquidités dans l'économie sans résoudre les contraintes liées à l'offre, ne représente pas une solution à long terme. Cela peut créer de l'inflation et un gaspillage de ressources si les liquidités massives ne trouvent pas d'opportunités d'investissement réalisables.

Des mesures conjoncturelles peuvent servir de stabilisateurs pour atténuer les fluctuations des cycles économiques, mais elles ne sont pas suffisantes comme solution à moyen ou à long terme permettant une croissance économique soutenue. Il faut encourager les investissements et utiliser temporairement des mesures

anticycliques à court terme d'une manière extrêmement ciblée pour obtenir un impact plus fort.

## POLITIQUES POUR CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX ENTREPRISES DURABLES

Un élément clé de la réponse politique implique le soutien à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises et donc à la création d'emplois. Les entreprises représentent la principale source de croissance économique et d'emploi, elles sont les plus grands créateurs et fournisseurs de la plupart des biens et services dont la société a besoin. Les entreprises durables pourvoient de l'emploi formel, assurent l'innovation permanente et améliorent les niveaux de vie et les conditions sociales, tous ces éléments qui sont essentiels pour un développement durable.

Des éléments comme des règles juridiques claires et l'accès aux remèdes, le développement des infrastructures, la réduction des lourdeurs administratives et des obstacles bureaucratiques inutiles à la création et à l'exploitation d'entreprise, l'ouverture des secteurs protégés à la concurrence, la garantie des droits de propriété, un accès facilité au financement, une réglementation intelligente, l'amélioration de l'efficacité des systèmes administratifs, tout cela peut encourager les entreprises à s'établir dans l'économie formelle, débloquer des opportunités d'investissement et améliorer la productivité et l'efficacité de l'ensemble de l'économie.

Il existe encore d'autres manières par lesquelles un environnement favorable aux entreprises durables peut lutter contre l'inégalité des revenus par la promotion de la croissance :

### *S'attaquer à l'informalité*

Dans certains pays en développement, les inégalités de revenus sont fortement exacerbées par l'existence d'une importante économie informelle<sup>17</sup>. Selon certaines estimations, le travail informel représente 48% de l'emploi non agricole en Afrique du Nord, 51% en Amérique latine, 65% en Asie et

---

“Les demandes de hausses de salaires pour stimuler la croissance par l'augmentation de la consommation peuvent être contre-productives dans un contexte de faibles revenus et dans un environnement économique incertain où les entreprises n'ont pas confiance en leur capacité de croissance.”

---

“Les entreprises durables pourvoient de l'emploi formel, assurent l'innovation permanente et améliorent les niveaux de vie et les conditions sociales.”

---

---

“Dans certains pays en développement, les inégalités de revenus sont fortement exacerbées par l'existence d'une importante économie informelle.”

---

<sup>17</sup> Dans certains pays, surtout quand l'économie formelle est considérée comme indésirable (avec des règles extrêmement pesantes ou une faible capacité administrative), les opérateurs choisissent délibérément l'économie informelle pour d'autres raisons et le niveau salarial n'est pas nécessairement inférieur à celui de l'économie formelle.

72% en Afrique subsaharienne. Si on y ajoute les emplois agricoles, les pourcentages de certains pays comme l'Inde et de nombreux pays d'Afrique subsaharienne dépassent les 90%<sup>18</sup>.

Il a par exemple été démontré que les employés du secteur informel au Népal et au Sri Lanka gagnent nettement moins que ceux de l'économie formelle<sup>19</sup> et l'informalité joue un rôle de plus en plus important pour expliquer les inégalités de salaires dans des pays comme la Serbie<sup>20</sup>. Dans les régions d'Asie de l'Est et du Pacifique, l'informalité économique généralisée est la principale cause qui affecte le bien-être des populations.

Une économie informelle importante crée des contraintes pour le développement quand elle commence à limiter l'innovation et la productivité, quand la base imposable est si limitée que les gouvernements peinent à préserver la prestation et la fourniture de biens publics et quand le fait de travailler dans l'informalité place les ménages dans des situations affectant leur bien-être ou rendant plus difficile pour eux l'occasion de saisir des opportunités<sup>21</sup>.

Grâce à la promotion d'un environnement favorable aux entreprises durables, plus d'entreprises se sentiront encouragées à s'installer dans l'économie formelle, augmentant ainsi les opportunités d'activité économique et d'emploi.

### **Améliorer la productivité de l'entreprise**

Des écarts de productivité entre les entreprises d'une industrie, ainsi qu'entre les industries elles-mêmes, peuvent contribuer fortement à l'inégalité de revenus.

Parfois, ces écarts s'accroissent avec le temps<sup>22</sup>. Les inégalités peuvent découler

du fait que des petites sociétés restent souvent à la traîne derrière d'autres plus grosses en termes de profits et d'investissements productifs<sup>23</sup>. Un environnement favorable aux entreprises durables peut contribuer à augmenter la productivité, surtout dans des petites et moyennes entreprises qui, à long terme, améliorent les salaires et les conditions de vie.

### **Promouvoir l'éducation, la formation et l'apprentissage continu**

Selon l'OCDE (2011)<sup>24</sup>, les inégalités croissantes de salaires et de revenus du travail ont été le principal facteur de creusement de l'écart, car les travailleurs très qualifiés ont davantage tiré parti du progrès technologique que les moins qualifiés. L'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre est de loin l'instrument le plus puissant pour contrer la progression de l'inégalité de revenus. Les investissements dans les individus doivent débuter dès la prime enfance et se poursuivre tout au long de la scolarité et de la vie active." La promotion de l'éducation, de la formation et de l'apprentissage continu sont les piliers des entreprises durables.

Comme les secteurs manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre se déplacent vers des pays en développement pour bénéficier des avantages comparatifs des coûts du travail, les économies développées doivent pouvoir profiter d'une fabrication de produits à plus forte valeur ajoutée pour continuer à capter une croissance au niveau mondial. Toutes les personnes ne seront pas disposées à actualiser leurs compétences pour progresser dans la chaîne des valeurs. Aux Etats-Unis, par exemple, les compétences de base des adultes ont été jugées relativement faibles en regard des normes internationales, malgré un assez haut niveau d'enseignement et de qualification, qui a peu progressé au fil

---

“Un environnement favorable aux entreprises durables peut contribuer à augmenter la productivité.”

---

---

“L'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre est de loin l'instrument le plus puissant pour contrer la progression de l'inégalité de revenus.”

---

“L'apprentissage continu est également crucial pour la poursuite du développement des compétences, plus particulièrement pour les travailleurs moins qualifiés, améliorant ainsi leur productivité potentielle et leurs revenus futurs.”

---

<sup>18</sup> *Men and Women in the Informal Economy*, Organisation internationale du Travail, 2002. ISBN

<sup>19</sup> Kazekami, S., 2011, “Changes in informal employment: evidence from Asian Productivity Organisation member countries”, *APO Working Paper Series*

<sup>20</sup> Krstic, G. et Sanfey, P., “Earnings inequality and the informal economy: evidence from Serbia”, Banque Européenne (2010)

<sup>21</sup> *East Asia Pacific at Work: Employment, Enterprise, and Well-being*. Washington, DC: Banque Mondiale. 2014. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0

<sup>22</sup> Faggio, G. Salvanes et Van Reenen (2007), “The evolution of inequality in productivity and wages: Panel data evidence”, *Centre for Economic Performance Discussion Paper no 821*, août 2007, *London School of Economics and Political Science. Individual and firm level data were used.*

<sup>23</sup> OIT, communiqué de presse, “Les économies développées confrontées à une hausse du chômage et des inégalités”, 3 juin 2013.

<sup>24</sup> OCDE (2011), “Toujours plus d'inégalité : pourquoi les écarts de revenus se creusent”

des générations<sup>25</sup>. Cet écart devrait être au centre des préoccupations de nos décideurs politiques. L'apprentissage continu est également crucial pour la poursuite du développement des compétences, plus particulièrement pour les travailleurs moins qualifiés, améliorant ainsi leur productivité potentielle et leurs revenus futurs.

Pour promouvoir l'éducation et la formation, il faut tenir compte des questions d'efficacité et forger des liens puissants entre les systèmes d'éducation et le marché du travail, afin de garantir l'employabilité des diplômés et leur préparation au monde du travail. Il faut intégrer l'éducation, la formation et l'apprentissage continu dans le travail de mise en place d'entreprises durables, en tirant parti des synergies existantes, afin de garantir les meilleurs résultats.

## POLITIQUES FAVORISANT L'INCLUSION SOCIALE

### *Égalité des chances*

L'élément clé ici est "l'accès pour tous". Étant donné que chaque individu est différent, avec des compétences et des préférences différentes, il n'est évidemment pas possible de garantir l'égalité des résultats. En effet, si l'accent est mis uniquement sur les résultats, cela pourrait décourager les efforts et être contre-productif.

Le principe des règles du jeu équitables est toutefois fondamental pour lutter contre l'inégalité de revenus ; chacun devrait avoir accès aux mêmes opportunités et aux mêmes services de base. L'égalité des chances implique que le genre, la caste, l'origine ethnique, le lieu de naissance et le milieu familial n'influencent pas l'accès d'une personne aux services de base et donc ne prédétermine pas ses chances d'amélioration et de réussite dans la vie.<sup>26</sup>

Dans les pays de l'OCDE, les politiques visant à garantir des dispositions en matière d'éducation et de soins de santé de base pour tous ont

permis de réduire d'un cinquième en moyenne l'inégalité de revenus dans les années 2000<sup>27</sup>. En Amérique latine, l'amélioration de l'accès à l'éducation a été un élément essentiel de la forte baisse des inégalités<sup>28</sup>. D'une manière générale, une augmentation de la proportion des travailleurs diplômés de l'enseignement secondaire est associée à une diminution des inégalités de salaires<sup>29</sup>.

Il faudrait qu'il y ait égalité d'accès aux opportunités d'emploi. Certains modèles de réglementation du travail ont des conséquences sur la répartition, favorisant certains groupes au détriment d'autres comme les femmes, les jeunes, les minorités, les personnes âgées, handicapées, ainsi que celles qui travaillent à temps partiel ou comme indépendant. En créant une segmentation du marché du travail et une exclusion de main-d'œuvre, ces modèles conduisent à l'inégalité des chances et à l'inégalité de revenus.

En outre, la réglementation du travail et la protection sociale ne devraient pas favoriser un secteur, une zone géographique ou un type d'engagement économique par rapport à d'autres.<sup>30</sup> Les décideurs politiques devraient éviter de se concentrer sur une seule forme d'emploi, qui n'est peut-être plus la norme ; ils ne devraient pas non plus diaboliser ou limiter de manière indue toute forme de travail légitime, tel que le travail temporaire ou à temps partiel. Ils devraient au contraire plutôt penser à la manière de garantir la protection sociale etc., en l'adaptant de façon à ce qu'elle réponde aux besoins de ces nouvelles formes de travail.

### *Programmes transitoires ciblés*

Alors que certains pays progressent dans la chaîne de valeur ou restructurent leurs économies, des travailleurs exclus de certains secteurs n'ont peut-être pas les compétences et les aptitudes nécessaires pour s'adapter à une industrie en croissance. Ces personnes se trouveront

---

“Le principe des règles du jeu équitables est fondamental pour lutter contre l'inégalité de revenus.”

“D'une manière générale, une augmentation de la proportion des travailleurs diplômés de l'enseignement secondaire est associée à une diminution des inégalités de salaires.”

---

<sup>25</sup> OCDE (2013), *Time for the US to reskill? What the survey of adult skills says*, OECD Skills Studies, OECD Publishing

<sup>26</sup> Ferreira, F., *Inequality in Focus*, avril 2012, Banque Mondiale

<sup>27</sup> OCDE (2011), “Toujours plus d'inégalité: pourquoi les écarts de revenus se creusent”

<sup>28</sup> P Azevedo, J. et al, 2013, “Fifteen years of inequality in Latin America: how have labour markets helped?”, Banque Mondiale, *Policy Research Working Paper 6384*

<sup>29</sup> Fournier et Koske, 2012

<sup>30</sup> Banque Mondiale 2014. *East Asia Pacific at Work: Employment, Enterprise, and Well-being*. Washington, DC: Banque Mondiale. License: *creative Commons Attribution CC BY 3.0*

alors sans emploi, reléguées dans l'économie informelle ou dans des emplois moins bien payés. Si on n'arrive pas à anticiper ces changements avec les programmes transitoires appropriés, des problèmes structurels permanents risquent de se profiler, exacerbant encore l'inégalité de revenus.

Pour maintenir la compétitivité, on a besoin de politiques permettant de faire face aux coûts d'ajustement et aux impacts transitoires négatifs de la transformation structurelle, tout en garantissant un environnement propice afin que les entreprises croissent, investissent et embauchent.

Les politiques adoptées devraient veiller à ce que ceux qui sont désavantagés par une réforme, puissent bénéficier d'une autre. Il faut encourager la synergie entre les différentes politiques. L'assistance aux travailleurs, par des programmes ciblés d'assurance et de reconversion, est essentielle. La protection ne devrait pas être liée à l'endroit ou à la manière dont une personne travaille, en ce qui concerne l'élaboration des programmes de protection sociale par exemple, l'objectif devrait être de protéger les personnes avant les emplois.

### **Une redistribution favorisant la croissance**

Les stratégies de redistribution, quand elles sont bien conçues, peuvent favoriser l'équité<sup>31</sup>. De telles stratégies doivent inclure entre autres des programmes de sécurité sociale, des dépenses de santé et d'éducation, des gardes d'enfants soumises à condition de ressources, qui modifient la relativité des revenus. Il faudra également étudier comment créer les recettes pour les pérenniser, par exemple par des politiques progressives et bien structurées d'impôts sur le revenu et des avantages créant les bons mécanismes favorisant la consommation, l'investissement et l'emploi. Toutes ces politiques ont leur place.

Il faut cependant que les politiques de redistribution soient élaborées

très soigneusement afin d'être efficaces et favorables à la croissance. L'amélioration de l'équité ne surgira peut-être pas automatiquement de ces politiques de redistribution et de simples augmentations des dépenses publiques. Des politiques de redistribution qui renforcent le capital humain, en facilitant par exemple l'accès à l'éducation, vont augmenter l'efficacité et réduire l'inégalité de revenus à long terme. La conception de politiques de redistribution devrait empêcher des compromis coûteux entre l'inégalité de revenus et l'efficacité. Par exemple, pour que les transferts sociaux soient plus efficaces, on pourrait utiliser davantage les programmes actifs du marché du travail et des prestations liées à l'exercice d'un emploi pour les bénéficiaires de prestations sociales<sup>32</sup>.

Les politiques de redistribution ne devraient pas jouer un rôle dissuasif ; dans certains cas les avantages sociaux "inactifs" pour les sans-emploi se sont traduits par une diminution du taux d'activité et ont exacerbé la tendance vers une plus forte inégalité du revenu de marché<sup>33</sup>.

De plus, quels que soient le degré et la nature de la redistribution, elle doit être fiscalement viable, en utilisant des instruments fiscaux qui atteignent leurs objectifs de répartition à un coût minimum d'efficacité économique. Il faut également établir des comparaisons entre les avantages des dépenses supplémentaires de la redistribution par rapport aux avantages d'une hausse des dépenses dans d'autres domaines prioritaires comme les infrastructures, ceci afin de garantir une utilisation optimale et efficace des ressources<sup>34</sup>.

### **Politiques migratoires équilibrées**

Etant donné que le lieu de naissance peut influencer le revenu et l'accès aux opportunités, des politiques migratoires bien équilibrées et spécialement conçues peuvent jouer un rôle important pour rompre le cercle

---

“Pour maintenir la compétitivité, on a besoin de politiques permettant de faire face aux coûts d'ajustement et aux impacts transitoires négatifs de la transformation structurelle.”

“Des politiques de redistribution qui renforcent le capital humain, en facilitant par exemple l'accès à l'éducation, vont augmenter l'efficacité et réduire l'inégalité de revenus à long terme.”

---

---

“On constate que les migrations sont bénéfiques à la production mondiale totale et qu'elles permettent de réduire la pauvreté et les inégalités au niveau mondial.”

---

<sup>31</sup> OCDE (2012), *Tackling income inequality: the role of taxes and transfers*. En moyenne dans les économies de l'OCDE à la fin des années 2000, l'inégalité des revenus était inférieure d'environ 25% après impôts et transferts. Quand des prestations en nature comme les dépenses publiques de santé, d'éducation et de logement sont incluses aux politiques de redistribution, l'inégalité se réduit de plus de 10%, supplémentaires, d'après les mesures du coefficient de Gini

<sup>32</sup> FMI (2014), *Politique fiscale et inégalité des revenus*

<sup>33</sup> OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*

<sup>34</sup> FMI (2014), *Politique fiscale et inégalité des revenus*

vicieux de la pauvreté et lutter contre les inégalités de revenus au niveau mondial.

On constate que les migrations sont bénéfiques à la production mondiale totale et qu'elles permettent de réduire la pauvreté et les inégalités au niveau mondial<sup>35</sup>.

Les politiques migratoires doivent cependant être soigneusement structurées et complétées afin d'éviter la fuite des cerveaux ou l'élimination de la main-d'œuvre locale avec une perte d'accès aux services due à une concurrence croissante pour les ressources existantes résultant de l'accroissement démographique.

## Conclusions : La nécessité d'une approche pluridimensionnelle

COMME ÉTABLI PRÉCÉDEMMENT, LES PROBLÈMES QUI SE TRADUISENT PAR DES INÉGALITÉS DE REVENUS SONT TRÈS DIVERSIFIÉS, COMPLEXES ET PROFONDÉMENT ENRACINÉS ; IL EN VA DONC DE MÊME POUR LES RÉPONSES À Y APPORTER.

Les solutions devront être diversifiées et conçues pour fonctionner ensemble de manière cohérente, en reconnaissant les rôles respectifs des différentes parties prenantes.

Ces solutions devront inclure des politiques d'intégration afin de s'attaquer à la stigmatisation et à la discrimination ; traiter le problème de la faiblesse des institutions ; créer un environnement favorable aux entreprises durables dans l'économie formelle, surtout pour les PME ; élaborer des programmes de reconversion pour les travailleurs licenciés et promouvoir l'employabilité ; développer la sensibilisation à l'importance de l'égalité d'accès à l'éducation.

Le partenariat est important. La responsabilité de la réponse à apporter à l'inégalité de revenus ne devrait pas retomber uniquement, ni même principalement, sur les épaules des entreprises qui ne peuvent pas et ne doivent pas remplacer les pouvoirs publics ni assumer le rôle d'autres acteurs de la société. Il y a des limites à ce que les entreprises peuvent faire seules et les attentes devraient s'ancrer sur cette réalité. Le rôle principal d'une entreprise et son objectif primordial est de s'imposer sur les marchés et de fournir les produits et les services, la richesse, l'emploi et les revenus dont dépendent les personnes. Les attentes vis-à-vis des entreprises ne devraient

jamais compromettre ce rôle, ni les détourner de leur objectif.

Les entreprises représentent la communauté au travail, qu'elles soient petites, moyennes ou grandes, nationales ou internationales. Des membres de la société qui se réunissent pour former une entreprise le font dans un but bien précis : créer des biens et des services vendables et négociables afin d'en tirer un profit - tout cela dans le cadre juridique et réglementaire fixé par la société. Les bénéfices sont indispensables pour les entreprises : ils sont utilisés comme retour aux investisseurs afin d'investir dans de nouvelles technologies et de nouveaux produits, pour répondre aux attentes salariales et aux perspectives de carrière des employés et pour payer des impôts et autres contributions au gouvernement, tel que la loi et les règlements l'exigent. Une entreprise saine a des bénéfices importants ; sans eux il n'y aurait pas de ressources pour que l'entreprise puisse promouvoir le progrès social.

Le but de ce document est de tenter de décrire un sujet complexe et d'apporter une contribution constructive et pratique aux discussions sur la lutte contre l'inégalité des revenus. Les causes et les situations diffèrent à travers le monde et il en va de même pour les actions efficaces à mettre en place.

---

“Les solutions [pour lutter contre l'inégalité des revenus] devront être diversifiées et conçues pour fonctionner ensemble de manière cohérente en reconnaissant les rôles respectifs des différentes parties prenantes.”

---

“Les entreprises réclament une approche au cas par cas, avec une action concrète fondée sur une analyse approfondie et une évaluation permanente des impacts des mesures prises.”

---

<sup>35</sup> Hanson (2010); Walmsley et Walters (2006); Callejo et Fuentes (2011). Walmsley et Winters (2003), *Relaxing the restrictions on the temporary movements of natural persons: a simulation analysis*, *Journal of Economic Integration*, Volume 20, Numéro 4, décembre 2005, pp 688 – 726: Si le pourcentage de main-d'œuvre étrangère dans les pays développés atteignait 3% de la main d'oeuvre intérieure, cela réduirait la pauvreté mondiale dans une plus grande proportion que tout ce que font les programmes d'aide et de développement

---

L'OIE constitue le plus vaste réseau mondial du secteur privé.  
Avec 150 fédérations d'employeurs et d'entreprises membres dans  
143 pays, l'OIE est le porte-parole mondial des entreprises.

---



**The Global Voice of Business**

© OIE 2014  
71 Av. Louis-Casaï  
1216 Cointrin/ Genève  
T: +41 22 929 00 00  
[ioe@ioe-emp.org](mailto:ioe@ioe-emp.org)  
[www.ioe-emp.org](http://www.ioe-emp.org)